



SciencesPo.

CERI
CNRS



AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE
ANR

Ceraps



triangle
umr 5206

APPEL A PROPOSITION - COLLOQUE

S'engager dans les espaces publics : participation politique et engagements multiples

Jeudi 05 et vendredi 06 avril 2012

**CERI- Sciences Po
Centre d'Etudes et de Recherches Internationales
56 rue Jacob – 75006 Paris**

Calendrier :

- 30 septembre 2011 : date limite d'envoi des propositions
- 15 octobre 2011 : arrêt de la liste des participants
- 15 février 2012 : remise des textes

Présentation scientifique :

Ce colloque est organisé dans le cadre du projet « Processus et acteurs latino-américains de la participation politique » financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) et par l'Institut de recherche du développement (IRD). Ce projet a analysé les formes diverses de la participation politique tant dans des expressions contestataires que dans des arènes de démocratie participative, et interrogé les articulations entre acteurs engagés, structures d'encadrement et de mobilisation (partis, associations) et pouvoirs publics, dans une perspective comparée.

Au cours de deux journées de travail, on s'interrogera sur la pluralité des espaces publics en démocratie, au-delà des cas latino-américains. Plutôt que de discuter la qualité de la démocratie, on observera les manières dont les formes de participations se structurent, s'inscrivent dans des relations de pouvoir spatialisées et éventuellement les modifient, notamment dans les interactions avec les autorités, que ce soit pour prendre part à la prise de décision ou pour contester. Pour enrichir les débats contemporains sur les renouvellements de la démocratie, il paraît donc pertinent de comprendre la participation comme un ensemble de comportements politiques ancrés dans des espaces multiples. L'espace est entendu ici à la fois comme les lieux physiques de la mobilisation et de la participation mais aussi comme les ensembles sociaux et politiques dans lesquels s'inscrivent les individus. De ce fait ces espaces sont dessinés à la fois par les positions multiples des individus et des groupes ainsi que par les formes d'encadrement social et politique.

A partir d'une approche empirique des terrains, les travaux présentés dans ce colloque exploreront l'hypothèse d'un continuum des comportements de participation, de la contestation aux institutions participatives en passant par les syndicats et les partis. C'est donc la circulation des groupes et des individus engagés d'une arène et d'un espace à l'autre qui est ici au cœur du questionnement sur la participation. Observer les mobilités et le multi-engagement renvoie à des enjeux présents dans le débat scientifique contemporain, autour de questionnements portant sur :

- les processus d'ouverture des espaces publics à des groupes sociaux et politiques peu participants, ainsi que sur les effets –réels ou attendus- de politisation des politiques participatives ;
- l'inscription de l'espace du mouvement social dans une continuité avec celui des institutions politiques ;
- la différenciation des formes de sociabilité militante et de participation politique selon les groupes sociaux et les lieux ;
- les transformations du militantisme, avec la raréfaction de la figure du militant engagé permanent et de l'institution totale, au profit d'un militant plus intermittent, multi-engagé, aux appartenances et pratiques multiples.

Jusqu'à présent, la majorité des travaux sur les espaces publics qui ont interrogé le rapport entre participation, mouvements sociaux et démocratie, ont approché la participation, d'une part comme une valeur et un « impératif catégorique » (Memmi 1985), d'autre part comme un instrument pensé pour approfondir ou renouveler la démocratie de façon radicale (Fung&Wright 2003 ; Fung 2004 ; Goldfrank 2007 ; Wampler 2008 ; Van Cott 2008). Pour ce qui concerne les mouvements sociaux, les approches en termes d'organisations, de répertoires d'action collective et d'interactions avec les autorités

(Tilly&Tarrow 2008) ont permis depuis longtemps de dépasser des perspectives mettant l'accent sur l'ouverture de l'espace public et sur les changements culturels (Touraine 1985 ; Dagnino 2007 ; Dagnino&Tatagiba 2010). Cependant, si ces approches se sont intéressées aux formes d'occupation de l'espace public à travers l'analyse des répertoires d'action, elles ont passé sous silence l'articulation entre, d'une part, la présence des groupes dans les lieux publics et, de l'autre, leur inscription dans différents espaces sociaux et politiques.

Par ailleurs, les approches séquentielles des carrières militantes, qui conçoivent la mobilité au sens social et professionnel (Mayer&Fillieule 2001), pourraient être enrichies par un regard précis sur les mobilités géographiques. Il permettrait, en replaçant les individus et les groupes dans leur ancrage spatial, de situer leurs comportements de participation, donc d'en retrouver les logiques concrètes. A l'exception notable de quelques travaux (*Mobilization* 2003 ; Auyero 2001 ; Cahiers des Amériques latines 2011), la dimension spatiale est encore peu présente de façon explicite dans les recherches sur les mouvements sociaux. Elle l'est encore moins dans l'étude de la participation au sens large, même si elle est prise en compte de façon implicite dans les approches locales du politique, et notamment des partis politiques.

Dans le cadre d'une sociologie politique de la participation, l'espace peut être pensé comme opérateur de relations sociales, à la fois dans sa dimension proprement physique mais aussi symbolique, et dans une « relation double de potentialité et de contrainte », qui façonne les mobilisations (Auyero, 2004 : 126) ; ce qui suppose d'observer les sociabilités afférentes aux espaces, au sens où « l'espace, en tant que cadre des actions sociales, agit d'abord comme matrice structurelle de ces dernières » (Hmed, 2009 : 222 ; *Politix* 2011). Ainsi l'espace ne sera-t-il pas abordé ici comme un simple élément contextuel, ni même comme un environnement définissant des ressources, mais plutôt comme un facteur de construction des relations sociales, comme « médium et résultat de pratiques » (Hmed 2009) ; pratiques tant de contrôle social et de domination que de participation et de contestation. En ce sens, on considérera, avec Thomas Gieryn que « les lieux ne constituent pas seulement un cadre ou un décor mais bien un agent (*agentic player*) dans le jeu – une force dotée d'effets détectables » dans la vie sociale (Gieryn 2000 : 465). On observera donc de quelles manières l'espace façonne les mobilisations et les participations, tout en s'interrogeant sur leurs rapports réciproques.

Ces questionnements seront explorés suivant trois axes :

- (1)- les espaces publics de participation et d'engagement et leurs structurations sociales
- (2)- les mobilités et la circulation des individus
- (3)- l'inscription de la participation dans les territoires.

Axe 1 :

Structuration sociale et militante des espaces de la participation

Cet axe interrogera l'articulation entre, d'une part, les formes d'ancrage social de la participation, et en particulier le rôle des organisations qui en sont à l'initiative, et d'autre part, les pratiques d'encadrement et d'imposition de significations concurrentes, tant par les pouvoirs publics que par des acteurs engagés.

L'ancrage social de la participation

Il s'agira ici d'analyser les processus de structuration sociale et politique des espaces publics de participation, à partir de l'observation : (a)- des différenciations sociales et politiques tant des espaces publics de participation que des profils sociaux des groupes qui habitent ces espaces publics ; (b)- des organisations qui encadrent la participation en différents lieux (associations de quartier, syndicats, voire associations de loisir ou encore groupes informels d'amis, de voisins, mais aussi institutions du pouvoir local, etc.) Ces observations renvoient à des interrogations sur les rapports de domination sociale et politique au sein de ces espaces. Dans quelle mesure les participations sont-elles structurées par l'existence d'organisations multiples, identifiables dans des lieux qui leur sont spécifiques, eux-mêmes marqués par des sociabilités propres ?

Processus d'encadrements et de domination

Pour observer les espaces publics de la participation et de la contestation, une attention particulière peut être portée à l'organisation matérielle de l'espace et à son marquage par différents acteurs, tant les groupes militants que les autorités. Il s'agit donc de porter attention à la structuration physique des espaces, à l'ancrage local des réseaux de sociabilité qui rendent possibles les mobilisations, ou encore aux lieux où l'action collective se diffuse, tels que les foyers des travailleurs (Hmed, 2008), les mosquées (Cattedra et Idrissi-Janati 2003), la rue (Bayat 1997), les cantines populaires, les « chambrées » dans la France des années 1840 (Agulhon 1979), les salons de fête, etc. Le contrôle de l'espace, comme moyen d'encadrer les participations peut constituer un enjeu de luttes collectives, par exemple dans le cas des zones d'exclusion mises en place lors de contre-sommets (Della Porta 2006), pour la surveillance et la ségrégation, pour le contrôle social qui conditionne la mobilisation ou sa dissidence ou encore comme ressource symbolique pour les groupes mobilisés.

Axe 2 :

Mobilités militantes et circulations

Il s'agira d'observer les mobilités géographiques introduites par la participation et de voir comment elles peuvent intervenir dans les engagements, dans la structuration des univers militants et dans leur différenciation.

Mobilités géographiques

Mener une sociologie des espaces publics suppose d'interroger la façon dont ils se structurent sous l'effet de pratiques et comportements de participation politique diversifiés, ainsi que sous l'effet des circulations des militants dont les positionnements organisationnels, souvent multiples, prennent sens dans des lieux. Pour cela, l'analyse de l'inscription territoriale des participations permet d'interroger les mobilités urbaines liées à l'engagement (Pujol 2010 ; Merklen 2002), les mobilités sociales qui en découlent, ainsi que les intermittences et les instabilités des engagements dans les espaces publics (ruptures, retraits...).

Les multi-engagements

Les positionnements multiples des acteurs engagés se traduisent non seulement par les circulations géographiques des individus et des groupes, mais aussi par celles des savoir-faire et des ressources auxquels ils ont recours. Plutôt que de penser le multi-engagement comme une série de séquences successives dans une carrière militante ce sont différents processus concomitants qui seront interrogés ici : interactions entre les différents groupes d'appartenance, variations des *ethos* militants du même individu d'un groupe à l'autre et d'un lieu à l'autre, reconversions de ressources, etc. (Poupeau-Matonti 2004). On s'interrogera donc sur la circulation des militants au sein de différents espaces politiques, sociaux, professionnels, ainsi que sur la façon dont les organisations d'action collective s'appuient sur ces mobilités et sur la diversification des sociabilités militantes locales.

Axe 3 :

L'inscription territoriale de la participation :

L'analyse des lieux dans lesquels mobilisations et participations prennent place suppose de porter attention à leurs dimensions physiques. On s'interrogera donc sur la façon dont les espaces, d'une part, sont organisés voire encadrés en fonction des sens donnés à l'action collective, d'autre part, interagissent avec les formes prises par l'action collective.

Mises en scène et représentations mentales de l'espace

Les espaces publics de participation et de mobilisation prennent existence dans une organisation physique des lieux de l'action collective, qui peut relever de mises en scène, et qui repose le plus souvent sur la mobilisation de symboles. A travers eux, les représentations mentales des lieux, leur perception par les différents acteurs, en disent long sur le sens donné à l'action collective, mais aussi sur sa portée, sur les processus d'identification collective et sur « les formes de ré-appropriation individuelles et collectives de l'espace » (Hmed 2009 : 220 ; *Politix* 2007), ou encore sur leur dimension symbolique (Irazábel 2006; López Gallegos et al. 2011) ou même magique (Shalins 1994).

Les répertoires d'action collective dans l'espace

Enfin, les lieux définissent à la fois des contraintes et des ressources qui conditionnent la constitution des répertoires d'action : assemblées dans des lieux fermés ou ouverts, manifestations, campements, occupations de terrain ou de bâtiments publics, barrages de routes, marches sur des centaines de kilomètres (RIPC 17(2) 2010). De même, la topographie urbaine et ses transformations constituent un facteur de structuration des répertoires (Gould 1997 ; Tartakowsky 2010 ; Traugott 2010).

BIBLIOGRAPHIE :

- AGULHON, Maurice 1979, *La République au village*, Paris, Seuil.
- AUYERO, Javier 2005, « L'espace des luttes. Topographie des mobilisations collectives », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 160, p.122-132.
- AUYERO, Javier 2006, « The Political Making of the 2001 Lootings in Argentina », *Journal of Latin American Studies* (Cambridge), n°38, p.241-265.
- BAYAT, Asef 1997, *Street Politics. Poor People's Movements in Iran*, New York (NY), Columbia University Press.
- BOURDIEU, Pierre 1993, « Effets de lieu », in BOURDIEU, Pierre (dir.), *La Misère du monde*, Paris, Seuil, p. 159-167.
- Cahiers des Amériques latines* 2011, dossier « Mouvements sociaux et espaces locaux », 66 p.
- CATTEDRA Raffaele et IDRISSE-JANATI M'hammed 2003, « Espace religieux, espace de citoyenneté, espace de mouvement : les territoires des mosquées au Maroc », in BENNANI-CHRAÏBI, Mouna, FILLIEULE, Olivier (dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences Po, p.127-175.
- DAGNINO, Evelina 2007, « Participation, Citizenship and Democracy. Perverse Confluence and Displacement of Meanings », in NEVEU, Catherine (dir.), *Cultures et pratiques participatives*, Paris, L'Harmattan, p.353-370.
- DAGNINO, Evelina et TATAGIBA, Evelina 2010, « Mouvements sociaux et participation institutionnelle : répertoires d'action collective et dynamiques culturelles dans la difficile construction de la démocratie brésilienne », *Revue Internationale de Politique Comparée*, 17(2), p.167-185.
- DELLA PORTA, Donatella et REITER, Herbert 2006, « Antimondialisation et ordre public : le sommet du G8 à Gènes », *Polices et manifestants. Maintien de l'ordre et gestion des conflits*, Paris, Presses de Sciences Po, p.281-305.
- GIERYN, Thomas F. 2000, « A Space for Place in Sociology », *Annual Review of Sociology* (Palo Alto), 26, p.463-496.
- GOLDFRANK, Benjamin 2007, « The Politics of Deepening Local Democracy », *Comparative Politics* (NY), 39(2), janvier, p.147-168.
- FILLIEULE, Olivier 1997, *Stratégies de la rue. Les manifestations en France*, Paris, Presses de Sciences Po.
- FILLIEULE, Olivier et MAYER, Nonna 2001, dossier « Devenirs militants », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), février.
- FILLIEULE, Olivier, TARTAKOWSKY, Danièle 2008, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po.
- FUNG, Archon, WRIGHT, Erik Olin 2003, *Deepening Democracy. Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance*, Londres, Verso.
- FUNG, Archon 2004, *Empowered Participation. Reinventing Urban Democracy*, Princeton, Princeton University Press.

- GEOFFRAY, Marie-Laure 2010, *Culture, politique et contestation à Cuba (1989-2009) : une sociologie politique des modes non conventionnels d'action collective en contexte autoritaire*, thèse pour le doctorat de science politique, dir. par Olivier Dabène, IEP de Paris.
- GOULD, Roger 1995, *Insurgent Identities : Class, Community and Protest in Paris from 1848 to the Commune*, Chicago (Ill.), University of Chicago Press.
- HMED Choukri 2008, « Des mouvements sociaux 'sur une tête d'épingle' ? Le rôle de l'espace physique dans le processus contestataire à partir de l'exemple des mobilisations dans les foyers de travailleurs migrants », *Politix*, 82, p.145-165.
- HMED, Choukri 2009, « Espace géographique et mouvements sociaux », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, FILLIEULE, Olivier *et al.*, (dir.), Paris, Presses de Sciences Po, p.220-227.
- IRAZABAL, Clara 2008, *Ordinary Places, Extraordinary Events : Citizenship, Democracy, and Public Space in Latin America*, Routledge, New-York.
- KLANDERSMANS, Bert, STAGGENBORG, Suzanne 2002, eds, *Methods of Social Movement Research*, Minneapolis (Min.), University of Minnesota Press.
- LOPEZ GALLEGOS, Nicolesa, et TAMAYO, Sergio à paraître, *Etnografía de los cierres de campaña en México*, México, Ediciones de la UAM/IFE.
- MEMMI, Dominique 1985, « L'engagement », in LECA, Jean et GRAWITZ, Madeleine (dir.), *Traité de science politique*, Paris, PUF, vol. 3, p.310-366.
- MERKLEN, Denis 2002, « Le quartier et la barricade : le local comme lieu de repli et base du rapport au politique dans la révolte populaire en Argentine », *L'homme et la société*, n°143-144, Paris, p. 143-164.
- MERKLEN, Denis 2008, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute.
- Mobilization* (Berkeley) 2003, dossier « Space, place and contentious politics », 8 (2).
- PUJOL, Charlotte 2010, *De l'ancrage mobile à l'inscription circulatoire : regards croisés sur les trajectoires citadines et citoyennes aux marges de Rosario (Argentine) et de Montevideo (Uruguay)*, Thèse de géographie dir. par Jean-Louis Coll, Université Toulouse III.
- Politix* 2011, dossier « Observer les mobilisations », 93, à paraître.
- Politix* 2007, dossier « Pèlerinages », 77(1).
- POUPEAU, Franck et MATONTI, Frédérique 2004, « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de Recherche en Sciences Sociales*, 155(5), p.4-11.
- Revue internationale de politique comparée* (RIPC) 2010, dossier « Mobilisations en Amérique latine », 17(2).
- SHALINS, Peter 1994, *Forest Rites. The War of the Demoiselles in Nineteenth-Century France*, Cambridge, Harvard University Press.
- TARTAKOWKY, Danielle 2010, *Manifester à Paris : 1880-2010*, Seyssel, Champ Vallon.
- SEWELL, William H. 2001, « Space in Contentious Politics », in AMINZADE, Ronald R. *et al.*, *Silence and Voice in the Study of Contentious Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 51-88.
- TILLY, Charles 2000, « Spaces of Contention », *Mobilization* (Berkeley), 5(2), p.135-159.
- TILLY, Charles et TARROW, Sidney 2008, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*. Paris, Presses de Sciences Po.
- TOURAINÉ, Alain 1985, « An introduction to the Study of Social Movements », *Social Research* (NY), 52(4), p.749-787.
- TRAUGOTT, Mark 2010, *The Insurgent Barricade*, Berkeley (Cal.), University of California Press.
- VAN COTT, Donna Lee 2008, *Radical Democracy in the Andes*, Cambridge, Cambridge university press, 261 p.
- WAMPLER, Brian 2008, « When Does Participatory Democracy Deepen the Quality of Democracy ? Lessons From Brazil », *Comparative Politics* (NY), 41(1), p.61-81.

Comité d'organisation :

- Hélène Combes (CERI – Sciences Po), helene.combes@sciences-po.org
- David Garibay (Université Lyon 2), David.Garibay@univ-lyon2.fr
- Camille Goirand (IEP de Lille), cgoirand@wanadoo.fr

Ce colloque est organisé dans le cadre du projet « Processus et acteurs latino-américains de la participation politique », financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR) et par l'Institut de recherche du développement (IRD).

Les partenaires latino-américains de ce projet seront donc invités à participer à ce colloque et à y présenter les recherches qu'ils ont menées dans ce cadre. Les autres intervenants seront sélectionnés par le comité d'organisation après réception de leurs propositions.

Envoi des propositions :

Les propositions devront parvenir, par email, à l'ensemble des organisateurs avant le **30 septembre 2011** délai de rigueur. Chaque proposition comprendra : un titre, une présentation (5000 caractères maximum), une bibliographie.

Les textes seront rédigés en français, en espagnol ou en anglais. Les langues de travail du colloque seront le français et l'espagnol. Une traduction simultanée sera prévue.

Calendrier :

Les auteurs seront informés de la décision du comité d'organisation avant le 15 octobre 2011.

Les intervenants dont les propositions auront été retenues devront transmettre aux organisateurs le texte de leurs communications avant le **15 février 2012**, délai de rigueur. Des indications précises sur le format à suivre leur seront communiquées en même temps que la liste définitive des participants.